

Bernd Zielinski &  
Jean-Robert Raviot (éds.)

## Les élites en question

Trajectoires, réseaux et enjeux de  
gouvernance : France, UE, Russie

Bernd Zielinski &  
Jean-Robert Raviot (éds.)

## Les élites en question

Trajectoires, réseaux et enjeux de  
gouvernance : France, UE, Russie

## Introduction

Au cours des dernières années, les élites économiques et politiques en Europe font l'objet de critiques parfois virulentes, et voient leur légitimité contestée. L'une des raisons en est la crise financière de 2008 et ses conséquences dramatiques. Cette crise a d'abord mis en cause certains paradigmes de politique économique défendus jusque là par une majorité parmi ces élites. Selon cette vision du rapport entre Etat et économie, il était inévitable de poursuivre une stratégie de libéralisation, de privatisation, de flexibilisation et de dérégulation afin d'adapter les économies de l'Europe continentale à la nouvelle donne marquée par la mondialisation et les innovations technologiques de la *New Economy*. Les capacités d'autorégulation des marchés étaient mises en avant, tandis que les structures de l'Etat-providence furent critiquées comme un frein à la modernisation. La crise, due à une spéculation financière internationale insuffisamment contrôlée, a ébranlé ces thèses sur les effets intrinsèquement positifs des marchés dérégulés. Elle a surtout débouché sur une crise de l'économie réelle qui marque toujours fortement un grand nombre de pays de l'Union. Après une courte phase de programme de relance, une stratégie de « réformes structurelles » et d'économies budgétaires massives a été institutionnalisée en Europe et s'impose désormais aux gouvernements nationaux. C'est notamment dans les pays du Sud de l'Europe que les conséquences sociales négatives de cette stratégie et les promesses non tenues en matière de croissance continuent à dégrader l'image des élites nationales et européennes. S'y ajoute l'impression que les responsables politiques n'ont pas su imposer au secteur financier et ses élites de nouvelles régulations suffisamment fermes et étendues pour éviter une répétition possible des problèmes de 2008. Cette situation a des conséquences politiques négatives. Le résultat alarmant des élections européennes de mai 2014, marqué par une montée des mouvements nationalistes, populistes et antidémocratiques peut aussi être interprété comme l'expression d'une distance grandissante entre populations et responsables politiques et économiques.

Dans ce contexte inquiétant, les questions sociologiques « classiques » concernant les mécanismes de recrutement, de reproduction, de

circulation et d'autojustification des élites sont plus que jamais d'actualité. Si de telles questions ont déjà été posées il y a une centaine d'années par les premiers théoriciens des élites comme Pareto, Mosca ou Michels leur caractère concret change en fonction des processus historiques de transformation sociale, économique et politique. Aujourd'hui, leur analyse est indispensable pour essayer de comprendre les orientations des responsables économiques et politiques nationaux face au phénomène de la mondialisation de l'économie et de l'eupéanisation partielle des centres de décision. Il convient notamment d'analyser le rôle et les stratégies des élites dans les institutions de gouvernance publique et privée. Ces questions se posent sur fond de tension permanente entre les principes de démocratie et d'égalité d'un côté et la position dominante d'élites possédant un accès privilégié aux positions de pouvoir de l'autre. Un certain nombre de théories sociologiques ont tenté d'écarter le problème en partant de l'idée des élites « fonctionnelles » servant chacune dans son champ d'action l'intérêt général et la démocratie en s'appuyant sur les qualités et les efforts exceptionnels de ses membres. Mais cette approche correspond souvent peu à la réalité où l'accès aux positions de l'élite est moins dû aux mérites individuels qu'aux mécanismes de reproduction des inégalités sociales. En outre, des phénomènes comme la crise financière ont montré que les logiques d'actions de certaines élites économiques étaient surtout marquées par la recherche d'une maximisation rapide des bénéfices sans considération des dangers potentiels des stratégies spéculatives poursuivies. N'est-on pas plutôt, comme l'avancé déjà il y a une cinquantaine d'années Charles Wright Mills à propos des Etats-Unis, face à des alliances et des coalitions d'« élites du pouvoir » qui réussissent à se soustraire partiellement au contrôle démocratique ? Une partie des contributions de ce livre tente de donner des réponses à ce type de questions.

La problématique de la configuration des élites est également au centre des débats sur la démocratisation et la transition post-communiste entamée il y a une vingtaine d'années. Deux articles du présent ouvrage se consacrent à cette thématique.

Au tournant des années 1990, on s'accordait à penser que la suppression du système du parti unique et du système de sélection